

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2020 Définitive



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -178,068 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2020 s'élève à -178,068 Md€ contre -100,776 Md€ à fin décembre 2019 retraité des mesures de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Cette évolution (-77,292 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 52,336 Md€, une baisse des recettes nettes de 15,530 Md€, une variation négative du solde des comptes spéciaux de 9,293 Md€ et des budgets annexes de 0,133 Md€.

Dépenses du budget général *(nettes de R&D) : 389,678 Md€

Les principales dépenses de l'année par mission (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 73,969 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (33,452 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (23,101 Md€) ;

► **Mission Défense** : 46,676 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (21,971 Md€), « Equipement des forces » (12,623 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (10,540 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 41,820 Md€, essentiellement au titre des programmes « Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel » (17,806 Md€), « Fonds de solidarité pour les entreprises » (11,809 Md€) et « Renforcement exceptionnel des participations de l'Etat » (8,304 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 36,230 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (35,802 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2020 s'élèvent à 389,678 Md€ contre 337,342 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (+52,336 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 42,630 Md€ (essentiellement les mesures prises pour faire face à l'épidémie de COVID-19, dont la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 33,516 Md€ ainsi que la mission « Solidarité, insertion

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 29,019 Md€, essentiellement au titre des programmes « Inclusion sociale et protection des personnes » (14,591 Md€) et « Handicap et dépendance » (13,067 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 28,748 Md€, notamment au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (13,676 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 20,613 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (10,916 Md€) et « Gendarmerie nationale » (9,100 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 17,725 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (13,893 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 16,735 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

et égalité des chances » pour 4,178 Md€), de fonctionnement pour 11,223 Md€ (essentiellement la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 8,304 Md€) et de personnel pour 1,391 Md€.

Ces augmentations sont partiellement compensées par la baisse de 4,054 Md€ des charges de la dette de l'Etat (baisse prévue en lois de finances en raison de la diminution du montant des intérêts des OAT).

Recettes du budget général *(nettes de R&D) : 217,000 Md€

Les principales recettes de l'année

► **TVA nette** : 113,770 Md€ ;

► **IR net** : 74,009 Md€ ;

► **IS net** : 36,329 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 35,203 Md€, dont 15,108 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 9,615 Md€ d'autres taxes intérieures (principalement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 18,475 Md€, dont 10,777 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Fonds de concours** : 11,968 Md€, dont 4,812 Md€ au titre du versement de la subvention SNCF Réseau (Article 17-II de la LOLF) et 1,581 Md€ au titre de la contribution des partenaires sociaux au plan d'investissement dans les compétences ;

► **TICPE** : 9,054 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -23,691 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -41,999 Md€, principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement - DGF (-26,843 Md€).



Recettes fiscales *(nettes de R&D) : 255,953 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2020 s'élèvent à 255,953 Md€ contre 274,708 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

L'évolution s'élève à -18,755 Md€.

Les recettes d'IS net sont en hausse de 2,863 Md€ (montant lié à une baisse des R&D de 6,289 Md€) et l'IR net augmente de 2,266 Md€ (hausse des recettes brutes de 9,823 Md€ et des R&D de 7,557 Md€).

Des baisses sont constatées en recettes de TVA nette pour 7,835 Md€ (baisse des recettes brutes de

4,632 Md€ et hausse des R&D de 3,203 Md€), de TICPE pour 5,120 Md€ et en autres recettes fiscales nettes pour 10,929 Md€ (hausse des R&D de 6,486 Md€, principalement de TH pour 3,909 Md€ et baisse des autres recettes fiscales brutes de 4,442 Md€, dont les recettes d'« Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes » à hauteur de 2,430 Md€ et d'« Autres impôts directs et taxes assimilées » à hauteur de 1,629 Md€).

Recettes non fiscales : 14,768 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2020 s'élèvent à 14,768 Md€ contre 13,878 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (+0,890 Md€) s'explique principalement par une hausse des « Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite » pour 3,053 Md€ (essentiellement en raison de l'amende de

2,083 Md€ versée par la société AIRBUS SE en février 2020 et de la sanction de 1,102 Md€ payée par la société Apple en septembre 2020) et des « Produits du domaine de l'Etat » pour 0,762 Md€.

Cette hausse est partiellement compensée par une diminution des dividendes et recettes assimilées pour 1,213 Md€ (notamment suite à la crise sanitaire).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -65,690 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2020 s'élèvent à -65,690 Md€ contre -61,872 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (-3,818 Md€) s'explique par une hausse

des prélèvements sur recettes de l'Etat au profit de l'UE et au profit des collectivités territoriales respectivement à hauteur de 2,666 Md€ et 1,152 Md€ (augmentations prévues en lois de finances).

Fonds de concours : 11,968 Md€

Les fonds de concours à fin décembre 2020 s'élèvent à 11,968 Md€ contre 5,815 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (+6,153 Md€) s'explique principalement par la hausse de +4,275 Md€ du versement de la subvention SNCF Réseau.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -5,421 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2020 s'élève à -5,421 Md€ contre +3,872 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (-9,293 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers à hauteur de 6,163 Md€ (essentiellement le compte « Avances aux

collectivités locales »), et du solde des comptes d'affectation spéciale à hauteur de 3,129 Md€ (essentiellement une baisse du solde du compte « Participations financières de l'Etat » afin de soutenir les entreprises fragilisées par la crise sanitaire).

Solde des budgets annexes : +0,031 Md€

Le solde des budgets annexes au 31 décembre 2020 s'élève à 0,031 Md€ contre 0,164 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (-0,133 Md€) s'explique

principalement par une diminution de 0,113 Md€ du solde du budget annexe « Contrôle et exploitations aériens » (BACEA).

Correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre : 156,229 Md€

Les dépôts des correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre 2020 s'élèvent à 156,229 Md€ contre 128,422 Md€ au 31 décembre 2019.

Cette évolution (+27,807 Md€) résulte essentiellement

de la hausse des comptes de dépôts de fonds des établissements publics nationaux (EPN) pour 23,412 Md€ et des collectivités et établissements publics locaux (CEPL) pour 6,069 Md€.

Dettes financières de l'Etat au 31 décembre : 2 030,194 Md€

La dette financière de l'Etat au 31 décembre 2020 s'élève à 2 030,194 Md€ contre 1 829,600 Md€ au 31 décembre 2019.

Cette évolution (+200,595 Md€) s'explique par des

flux nets positifs (émissions nettes de remboursements) d'un montant de 123,488 Md€ pour les OAT et de 54,675 Md€ pour les BTF.

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre			Renvoi Page
	2020	2020	2019 retraité	2019 exécuté	
unité : million d'€					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-223 277	-178 068	-100 776	-92 686	5
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors BA et FMI)	-223 191	-178 099	-100 940	-92 850	
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	419 441	389 678	337 342	336 069	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	206 103	217 000	232 530	239 157	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	73 237	74 009	71 743	71 743	
- IS *	32 687	36 329	33 466	33 466	
- TVA	112 035	113 770	121 605	128 977	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-9 853	-5 421	3 872	4 062	15
Solde des Budgets annexes	-86	31	164	164	
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		156 229			16
Dette financière de l'Etat		2 030 194			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2020	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics		994	993	991
Dépenses de personnel		133 005	131 614	131 641
Dépenses de fonctionnement		64 895	53 672	53 495
Charges de la dette de l'Etat		36 202	40 256	40 256
Dépenses d'investissement		13 640	12 783	12 412
Dépenses d'intervention		139 234	96 604	95 751
Dépenses d'opérations financières		1 707	1 421	1 522
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	419 441	389 678	337 342	336 069
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	249 207	255 953	274 708	281 289
Recettes non fiscales	16 299	14 768	13 878	13 967
Prélèvements sur recettes	-65 431	-65 690	-61 872	-61 915
Fonds de concours	6 028	11 968	5 815	5 815
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	206 103	217 000	232 530	239 157
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	271 534	282 690	294 402	301 071
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-213 338	-172 678	-104 812	-96 912
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 750	118	3 247	3 437
Solde des comptes de concours financiers	-8 237	-5 613	550	550
Solde des comptes de commerce	43	51	-30	-30
Solde des comptes d'opérations monétaires	91	1 521	46	46
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX	-9 853	-3 923	3 814	4 003
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-9 853	-5 421	3 872	4 062
Budgets annexes				
- Contrôle et exploitation aériens	-106	-7	106	106
- Publications officielles et information administrative	20	38	58	58
SOLDE DES BUDGETS ANNEXES (V)	-86	31	164	164
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors BA et FMI) (VI = III + IV)	-223 191	-178 099	-100 940	-92 850
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (VII = III + IV + V)	-223 277	-178 068	-100 776	-92 686



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2020	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL		133 005	131 614	131 641
Rémunérations d'activité		76 489	75 721	75 712
Cotisations et contributions sociales		55 749	55 135	55 173
Prestations sociales et allocations diverses		767	757	756
AUTRES TITRES		256 673	205 728	204 428
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics		994	993	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement		64 895	53 672	53 495
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		35 239	24 740	24 475
Subventions pour charges de service public		29 656	28 932	29 020
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat		36 202	40 256	40 256
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		36 202	40 256	40 256
Titre 5 - Dépenses d'investissement		13 640	12 783	12 412
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		10 636	9 906	9 645
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		3 004	2 876	2 768
Titre 6 - Dépenses d'intervention		139 234	96 604	95 751
Transferts aux ménages		54 725	50 834	49 663
Transferts aux entreprises		51 704	15 474	15 897
Transferts aux collectivités territoriales		9 193	8 607	8 588
Transferts aux autres collectivités		23 565	21 640	21 554
Appels en garantie		47	48	48
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières		1 707	1 421	1 522
Prêts et avances		312	103	203
Dotations en fonds propres		798	744	745
Dépenses de participations financières		597	574	574
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	419 441	389 678	337 342	336 069



	Prévisions annuelles 2020		Cumul à fin décembre 2020		Cumul à fin décembre 2019 retraité	Cumul à fin décembre 2019 consommé
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€						
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	303	115	327	113	55	55
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	80	6	166	35	12	12
Fonds pour la transformation de l'action publique	192	78	152	72	38	38
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	18	18	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	13	14	10	6	6	6
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	3 028	3 026	2 934	2 941	2 820	2 819
Action de la France en Europe et dans le monde	1 797	1 795	1 778	1 785	1 752	1 750
Diplomatie culturelle et d'influence	771	771	757	758	688	690
Français à l'étranger et affaires consulaires	461	460	398	398	363	363
Présidence française du G7 ⁽³⁾	0	0	0	0	17	17
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	4 108	4 035	3 824	3 873	3 395	2 826
Administration territoriale de l'Etat ⁽²⁾	2 492	2 366	2 210	2 224	1 817	1 699
Vie politique, culturelle et associative	256	251	235	222	182	187
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	1 360	1 418	1 380	1 427	1 396	939
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	3 010	2 974	2 957	2 886	2 916	2 944
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	1 839	1 805	1 781	1 712	1 766	1 768
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	557	554	558	556	537	551
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	614	614	618	619	613	625
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	6 887	3 308	6 524	3 380	2 992	2 992
Aide économique et financière au développement	4 054	1 137	3 764	1 180	994	994
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 833	2 171	2 759	2 200	1 998	1 998
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	2 178	2 192	2 173	2 186	2 299	2 299
Liens entre la Nation et son armée	28	28	26	26	34	34
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 060	2 073	2 059	2 072	2 161	2 161
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	90	90	88	88	104	104
COHESION DES TERRITOIRES	17 957	18 027	17 770	17 725	17 821	17 580
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	2 415	2 440	2 412	2 434	2 116	2 116
Aide à l'accès au logement	13 894	13 894	13 893	13 893	14 236	14 070
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	805	797	593	510	705	645
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	223	259	225	267	237	229
Interventions territoriales de l'Etat	64	57	84	55	56	47
Politique de la ville	556	580	564	565	471	473
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	773	700	720	690	686	686
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	504	436	456	428	418	418
Conseil économique, social et environnemental	43	43	44	44	47	47
Cour des comptes et autres juridictions financières	225	221	221	218	221	221
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	1 033	733	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	6	6	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	1 027	727	0	0	0	0
CULTURE	3 071	3 040	3 161	3 163	2 949	2 947
Patrimoines	1 004	1 007	1 089	1 109	1 015	947
Création	901	874	920	900	816	779
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 166	1 160	1 153	1 155	1 118	1 221
DEFENSE	65 977	46 706	50 861	46 676	44 774	44 866
Environnement et prospective de la politique de défense	1 766	1 520	1 785	1 541	1 458	1 459
Préparation et emploi des forces	16 499	10 455	13 266	10 540	10 380	9 427
Soutien de la politique de la défense	22 293	22 201	22 110	21 971	21 812	23 153
Equipelement des forces	25 419	12 530	13 699	12 623	11 125	10 827
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	831	797	755	716	1 242	1 243
Coordination du travail gouvernemental	734	698	660	620	612	612
Protection des droits et libertés	98	98	95	96	94	94
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées ⁽³⁾	0	0	0	0	536	536



	Prévisions annuelles 2020		Cumul à fin décembre 2020		Cumul à fin décembre 2019 retraité	Cumul à fin décembre 2019 consommé
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€						
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	16 488	16 911	17 073	16 735	14 649	14 325
Infrastructures et services de transports	5 753	5 987	6 569	5 909	5 232	5 222
Affaires maritimes	185	186	154	160	157	157
Paysages, eau et biodiversité	205	211	196	191	159	159
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	518	518	517	519	508	508
Prévention des risques	809	813	796	805	812	812
Energie, climat et après-mines	3 127	2 910	2 916	2 828	2 439	1 227
Service public de l'énergie	2 612	2 979	2 605	2 974	2 426	3 249
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	2 880	2 907	2 919	2 949	2 916	2 991
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽¹⁾	399	399	400	400	0	0
ECONOMIE	3 295	2 787	3 391	2 920	1 781	1 786
Développement des entreprises et régulations	2 433	1 854	2 562	1 863	897	902
Plan "France Très haut débit"	33	92	0	225	30	30
Statistiques et études économiques	426	437	435	435	444	444
Stratégie économique et fiscale	403	405	393	397	410	410
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	36 116	36 284	36 050	36 230	40 585	40 585
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	35 829	35 829	35 802	35 802	40 256	40 256
Appels en garantie de l'Etat	116	116	93	93	77	77
Epargne	61	61	58	58	73	73
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	98	98	98	98	3	3
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	12	179	0	179	178	178
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	74 241	74 097	74 021	73 969	72 710	72 716
Enseignement scolaire public du premier degré	23 126	23 126	23 102	23 101	22 549	22 549
Enseignement scolaire public du second degré	33 550	33 550	33 452	33 452	33 189	33 204
Vie de l'élève	6 082	6 081	6 042	6 041	5 638	5 639
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 709	7 709	7 722	7 722	7 627	7 627
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 303	2 161	2 238	2 188	2 274	2 264
Enseignement technique agricole	1 471	1 471	1 465	1 464	1 433	1 433
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	10 416	10 293	10 311	10 226	10 328	10 325
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	7 733	7 615	7 656	7 577	7 681	7 678
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	898	917	889	894	907	906
Facilitation et sécurisation des échanges	1 578	1 555	1 565	1 557	1 541	1 542
Fonction publique	208	206	200	198	199	199
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	2 091	1 975	1 922	1 814	1 807	1 839
Immigration et asile	1 601	1 492	1 530	1 423	1 420	1 453
Intégration et accès à la nationalité française	490	483	392	391	386	386
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	2 057	202	2 027	920	1 020
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	-135	332	67	302	213	213
Valorisation de la recherche	0	620	0	620	568	568
Accélération de la modernisation des entreprises	135	1 105	135	1 105	139	239
JUSTICE	8 988	9 256	10 031	9 151	9 014	8 925
Justice judiciaire	3 581	3 484	3 829	3 480	3 473	3 467
Administration pénitentiaire	3 530	3 902	4 357	3 863	3 692	3 694
Protection judiciaire de la jeunesse	916	880	884	862	849	849
Accès au droit et à la justice	510	509	466	465	536	453
Conduite et pilotage de la politique de la justice	445	476	490	476	460	458
Conseil supérieur de la magistrature	6	5	5	4	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	1 061	1 075	1 147	1 146	578	577
Presse et médias	450	450	419	411	282	282
Livre et industries culturelles	611	625	728	735	296	295
OUTRE-MER	2 470	2 262	2 382	2 332	2 313	2 407
Emploi outre-mer	1 717	1 712	1 724	1 728	1 700	1 700
Conditions de vie outre-mer	753	550	658	604	614	707



	Prévisions annuelles 2020		Cumul à fin décembre 2020		Cumul à fin décembre 2019 retraité	Cumul à fin décembre 2019 consommé
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€						
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽⁴⁾	69 593	69 593	41 820	41 820	0	0
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel ⁽⁴⁾	22 633	22 633	17 806	17 806	0	0
Fonds de solidarité pour les entreprises ⁽⁴⁾	18 760	18 760	11 810	11 809	0	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat ⁽⁵⁾	20 000	20 000	8 304	8 304	0	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire ⁽⁶⁾	8 200	8 200	3 900	3 900	0	0
POUVOIRS PUBLICS	994	994	994	994	993	991
Présidence de la République	105	105	105	105	105	103
Assemblée nationale	518	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	13	13	13	13	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	28 890	28 762	28 900	28 748	27 963	27 964
Formations supérieures et recherche universitaire	13 708	13 732	13 654	13 676	13 516	13 518
Vie étudiante	3 008	3 010	3 006	3 005	2 666	2 666
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6 915	6 902	6 915	6 903	6 852	6 852
Recherche spatiale	1 874	1 874	1 874	1 874	1 811	1 811
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 932	1 827	1 931	1 827	1 708	1 708
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	880	842	947	890	837	837
Recherche duale (civile et militaire)	119	119	119	119	122	122
Recherche culturelle et culture scientifique	110	109	110	108	109	109
Enseignement supérieur et recherche agricoles	345	346	344	345	343	342
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	6 223	6 223	6 245	6 244	6 186	6 186
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 200	4 200	4 222	4 222	4 055	4 055
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	823	823	823	823	826	826
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 200	1 200	1 200	1 200	1 305	1 305
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	5 110	3 728	4 411	3 618	3 449	3 440
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	4 847	3 507	4 239	3 410	3 209	3 206
Concours spécifiques et administration	263	222	172	208	239	234
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	152 168	152 168	151 017	151 021	140 064	140 064
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	129 169	129 169	128 087	128 093	121 177	121 177
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	22 999	22 999	22 930	22 929	18 887	18 887
SANTE	1 107	1 110	1 766	1 724	1 142	1 355
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	171	174	830	788	150	408
Protection maladie	936	936	936	936	992	947
SECURITES	21 714	20 717	20 934	20 613	20 064	20 469
Police nationale	11 052	10 971	10 900	10 916	10 570	10 903
Gendarmerie nationale	10 075	9 135	9 517	9 100	8 922	8 977
Sécurité et éducation routières	41	41	42	41	39	40
Sécurité civile	546	569	474	555	533	548
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	29 058	29 021	29 083	29 019	25 277	24 711
Inclusion sociale et protection des personnes	14 615	14 614	14 596	14 591	11 847	11 239
Handicap et dépendance	13 064	13 064	13 069	13 067	12 009	11 995
Egalité entre les femmes et les hommes	34	34	36	37	30	30
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 345	1 309	1 383	1 325	1 392	1 447
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	1 468	1 272	1 076	1 262	1 119	998
Sport	431	428	422	426	423	302
Jeunesse et vie associative	715	715	709	708	631	631
Jeux olympiques et paralympiques 2024	322	129	-54	128	65	65
TRAVAIL ET EMPLOI	18 522	15 370	12 929	14 736	14 514	14 193
Accès et retour à l'emploi	7 118	6 498	6 312	6 314	6 409	6 409
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	10 658	8 101	5 879	7 663	7 359	7 032
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	66	94	54	83	74	74
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	680	676	683	677	673	678
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	599 171	571 609	547 714	540 699	477 406	476 133
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	447 004	419 441	396 697	389 678	337 342	336 069

⁽¹⁾ Création en LFI 2020

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2020

⁽³⁾ Suppression en LFI 2020

⁽⁴⁾ Création en LFR du 23/03/2020

⁽⁵⁾ Création en LFR du 25/04/2020

⁽⁶⁾ Création en LFR du 30/07/2020



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2020	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Impôt sur le Revenu (A)	96 726	97 777	87 954	87 954
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	3 245	2 905	3 201	3 201
Impôt sur les sociétés (C)	63 961	66 990	70 503	70 503
Impôt sur les sociétés	62 353	65 621	69 047	69 047
Contribution sociale sur les bénéfiques des sociétés	1 608	1 369	1 457	1 457
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	18 627	18 475	20 104	20 104
Retenues à la source sur certains bénéfiques non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	897	765	1 043	1 043
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	3 500	3 238	4 683	4 683
Prélèvements sur les bénéfiques tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfiques distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	4	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfiques	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	2 031	2 016	2 105	2 105
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	165	151	161	161
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	4	1	18	18
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	16	15	32	32
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	101	92	34	34
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	90	80	107	107
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	194	193	196	196
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	3	1	3	3
Prélèvements de solidarité	10 512	10 777	10 644	10 644
Taxe sur les services numériques	405	375	277	277
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	3	3	3	3
Recettes diverses	706	766	798	798
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	8 824	9 054	14 174	13 378
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	174 855	176 570	181 202	188 574
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	35 136	35 203	37 633	37 638
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	514	444	590	590
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	171	177	176	176
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	18	22	17	17



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2020	2020	2019 retraité	2019 exécuté
	unité : million d'€			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	2 674	2 488	2 998	2 998
Mutations à titre gratuit par décès	12 287	12 620	12 314	12 314
Contribution de sécurité immobilière	732	759	790	790
Autres conventions et actes civils	382	391	449	449
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	487	515	542	542
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	289	336	267	222
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	144	97	212	212
Timbre unique	290	210	415	415
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules ⁽¹⁾	740	569	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	9 493	9 615	10 324	10 324
Autres droits et recettes accessoires	5	4	5	5
Amendes et confiscations	47	30	47	47
Taxe générale sur les activités polluantes	716	637	1 769	1 769
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	48	68	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	164	177	182	182
Autres droits et recettes à différents titres	11	1	11	11
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	10	10	47	47
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	51	51	52	52
Taxe sur certaines dépenses de publicité	21	22	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	575	574	575	575
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	25	25	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	2 224	2 074	2 561	2 561
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	513	479	803	803
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	303	365	422	422
Prélèvement sur les paris sportifs	496	546	568	568
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	101	110	66	66
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	1 217	1 257	915	915
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	388	530	469	519
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	401 374	406 975	414 772	421 353
TOTAL GENERAL (net de R&D)	249 207	255 953	274 708	281 289

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2020	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	4 551	4 517	5 730	5 730
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	4 059	4 061	3 934	3 934
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	86	86	54	54
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	292	336	1 724	1 724
Autres dividendes et recettes assimilées	113	34	17	17
Produits du domaine de l'Etat (B)	1 529	1 466	704	793
Revenus du domaine public non militaire	181	184	147	147
Autres revenus du domaine public	5	6	7	7
Revenus du domaine privé	251	211	278	278
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	711	683	271	271
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	89
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	380	380	0	0
Autres revenus du Domaine	2	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	1 729	1 711	1 763	1 763
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	398	413	448	448
Autres frais d'assiette et de recouvrement	983	944	959	959
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	41	34	40	40
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	3	3	3	3
Autres recettes diverses	303	316	313	313
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	506	362	712	712
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	117	83	77	77
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	28	25	5	5
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	12	10	13	13
Intérêts des autres prêts et avances	20	84	48	48
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	127	111	232	232
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	14	6	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	188	42	325	325



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2020	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	5 988	5 030	1 977	1 977
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	626	388	540	540
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2 600	1 789	214	214
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	80	73	122	122
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	14	13	14	14
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	2 642	2 746	1 062	1 062
Frais de poursuite	12	11	12	12
Frais de justice et d'instance	10	8	10	10
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	3	2	3	3
Divers (F)	1 995	1 683	2 992	2 992
Reversements de Natixis	54	34	122	122
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	193	316	686	686
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	543	543
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	709	479	211	211
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	74	69	235	235
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	7	7	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	1	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	1	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	10	7	9	9
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	9	7	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	6	4	6	6
Récupération d'indus	30	20	131	131
Recouvrements après admission en non-valeur	127	112	123	123
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	33	27	37	37
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	32	28	31	31
Recettes diverses en provenance de l'étranger	2	1	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	327	308	319	319
Produits divers	31	24	31	31
Autres produits divers	347	238	491	491
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	16 299	14 768	13 878	13 967



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2020	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-41 746	-41 999	-40 847	-40 890
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-26 847	-26 843	-26 849	-26 947
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-8	-7	-8	-8
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-50	-27	-26	-26
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-6 000	-6 406	-5 949	-5 949
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 490	-2 497	-2 360	-2 360
Dotation élu local	-101	-101	-55	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-63	-52	-60	-60
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-467	-467	-467	-492
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-2 918	-2 917	-2 978	-2 978
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-451	-425	-495	-495
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-4	-3	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-107	-107	-107	-107
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	-7	-7
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-284	-284	-284	-284
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-48	-48	-91	-91
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-27	-27	0	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage ⁽¹⁾	-123	-123	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française ⁽¹⁾	-91	-91	-118	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	-625	-549	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	-37	-27	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	-8	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	-1	-1	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-23 685	-23 691	-21 025	-21 025
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-65 431	-65 690	-61 872	-61 915
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		11 639	5 491	5 491
Fonds de concours - coopération internationale		329	324	324
TOTAL FONDS DE CONCOURS	6 028	11 968	5 815	5 815

⁽¹⁾ Création en LFI 2020

⁽²⁾ Création en LFR du 30/07/2020



	Prévisions annuelles			Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Soldes	Dépenses		Recettes		Soldes	
				2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
unité : million d'€									
Comptes d'affectation spéciale	94 241	92 491	-1 750	80 689	71 719	80 807	75 156	118	3 437
Aides à l'acquisition de véhicules propres ⁽¹⁾	0	0	0	0	326	0	493	0	167
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 162	1 163	1	1 326	1 387	1 144	1 347	-182	-40
Développement agricole et rural	136	140	4	127	130	140	143	13	12
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	360	377	17	297	382	376	378	79	-4
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage ⁽¹⁾	0	0	0	0	1 710	0	1 732	0	23
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	415	270	-145	522	386	262	729	-260	343
Participation de la France au désendettement de la Grèce	264	84	-180	158	212	84	117	-74	-95
Participations financières de l'Etat	25 200	22 658	-2 542	11 701	1 122	10 920	2 815	-782	1 693
Pensions	59 650	60 730	1 080	59 549	59 021	60 812	60 320	1 262	1 298
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	298	313	15	276	339	313	359	37	20
Transition énergétique	6 757	6 757	0	6 732	6 704	6 757	6 723	25	19
Comptes de concours financiers	133 946	125 709	-8 237	124 600	119 499	118 987	120 049	-5 613	550
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	14 060	10 266	-3 794	10 923	8 146	8 304	8 242	-2 619	96
Avances à l'audiovisuel public	3 789	3 789	0	3 789	3 860	3 789	3 860	0	0
Avances aux collectivités territoriales	113 496	110 605	-2 891	108 538	106 753	105 665	107 575	-2 873	821
Prêts à des Etats étrangers	618	491	-128	570	427	483	369	-87	-58
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 983	559	-1 424	780	312	747	4	-34	-309
Comptes de commerce			43	41 755	46 239	41 806	46 209	51	-30
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires				567	793	578	706	11	-87
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				170	177	167	173	-3	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat				1 518	1 413	1 518	1 413	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				638	634	647	643	10	9
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				38 121	42 023	38 146	42 049	25	26
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés				7	2	10	10	3	8
Opérations commerciales des domaines				45	50	79	81	33	31
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				23	27	23	29	0	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques				0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur				668	1 120	639	1 105	-29	-15
Comptes d'opérations monétaires			91	1 897	1 817	3 418	1 864	1 521	46
Emission des monnaies métalliques				154	127	172	239	18	112
Opérations avec le Fonds Monétaire International				1 725	1 673	3 223	1 615	1 498	-58
Pertes et bénéfices de change				18	17	23	10	5	-7
TOTAL COMPTES SPECIAUX			-9 853	248 941	239 274	245 018	243 277	-3 923	4 003
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)			-9 853	247 216	237 600	241 795	241 662	-5 421	4 062

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2020
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		302	-108	193
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	298	215	513
		Total organismes à caractère financier	610	107	717
		Régions	3 177	1 354	4 531
		Départements	7 387	859	8 247
	CEPL	Communes	25 264	1 543	26 806
		HLM	237	-99	137
		Autres	25 492	2 412	27 904
		Total CEPL	61 558	6 069	67 626
		Etablissements publics de santé	5 578	2 064	7 642
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	12 638	29 216
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	10 064	16 351
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	474	4 284
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	236	1 726
		Total établissements publics nationaux	28 165	23 412	51 577
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 455	-232	15 224
		Union européenne	3 281	-1 136	2 145
		Fonds et Fondations	70	-12	58
	GIP	841	123	964	
	EPLF	2 522	-12	2 510	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Autres correspondants	10 275	-2 591	7 684	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	46	1	48	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 755	-2 491	11 263	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	128 402	27 793	156 195	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		21	14	35
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		21	14	35
Total Passif (A)			128 422	27 807	156 230
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			1	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			128 422	27 807	156 229



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2020
Titres négociables (A)	1 822 823	178 163	2 000 986
Titres négociables à moyen et long terme	1 715 890	123 488	1 839 378
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 715 890	123 488	1 839 378
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 489 494	129 874	1 619 368
- <i>taux variable</i>	200 264	-332	199 932
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	106 933	54 675	161 608
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	106 933	54 675	161 608
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 776	22 432	29 208
TOTAL (A+B+C)	1 829 600	200 595	2 030 194



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

NB : La reprise de la dette SNCF, intervenue en janvier à hauteur de 25 Md€, est intégrée au sein des situations mensuelles à compter du mois de mars 2020.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.